

CONV 89/02

WG I 1

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail « Subsidiarité »
Objet :	Groupe de travail « subsidiarité » - Conclusions opérationnelles de la réunion du 7 juin 2002

Lors de la réunion constitutive du groupe « Subsidiarité » du 7 juin, les conclusions opérationnelles suivantes ont été prises :

1. Calendrier de travaux

Le calendrier de travaux suivant a été agréé :

17/06	Toute la journée (10.00 -12.30 et 15.00 -18.30)
25/06	L'après-midi (15.00 -18.30)
10/07	Matinée (10.00 -12.30)
22/07	Toute la journée (10.00 -12.30 et 15.00 -18.30)
29/07	Toute la journée (10.00 -12.30 et 15.00 -18.30)
09/09	Toute la journée (10.00 -12.30 et 15.00 -18.30)
19/09	Toute la journée (11.00 - 12.30 et 15.00- 18.30)

Réunion conjointe avec le groupe de travail sur les Parlements Nationaux.

2. Langues de travail

L'interprétation lors des groupes de travail ne peut être assurée qu'en français et anglais. Au cas où un membre du groupe nécessiterait, par des raisons impératives, une interprétation vers une autre langue, il devra le communiquer au Secrétariat du groupe de travail (Mme. Marta Arpio Santacruz, e-mail : marta.arpio@consilium.eu.int ou M. Etienne de Poncins, e-mail : etienne.deponcins@consilium.eu.int).

3. Prochaines réunions

La réunion du 17 juin sera consacrée à l'application du principe de subsidiarité et celle du 10 juillet au contrôle politique et juridictionnel de ce principe. Lors de la réunion du 17 juin, des représentants du Parlement européen, du Conseil et de la Commission seront invités comme experts afin qu'ils expliquent comment le principe de subsidiarité est appliqué par les Institutions dans la pratique. Un représentant du Comité des régions sera aussi invité afin qu'il explique comment le principe de subsidiarité est appliqué dans les relations entre l'Etat et ses régions.

Lors de la réunion du 10 juillet, un représentant de la Cour de Justice sera invité pour expliquer comment cette Institution examine le respect du principe de subsidiarité lorsqu'elle est amenée à se prononcer sur cette question. Un membre du Conseil d'état et/ou du Conseil Constitutionnel français seraient aussi invités. Un expert sur la question de contrôle politique des Parlements nationaux sur leurs gouvernements sera aussi invité.
